

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-10-09-00002

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société TRANSPORTS MENTRE (carrière)
concernant les installations exploitées à
Bazainville

ARRÊTÉ
préfectoral mettant en demeure la société TRANSPORTS MENTRE (carrière)
concernant les installations exploitées à Bazainville (78550)
lieu-dit « Les Bois de Cuisy »

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 autorisant la société Transports MENTRE à poursuivre l'exploitation d'une carrière située au lieu-dit « Les Bois de Cuisy » à Bazainville (78550) ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 avril 2023 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 août 2019 susvisé en raison d'une extension des installations exploitées au 15 rue Panhard Levassor à Chanteloup-les-Vignes (78570) ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIAT-IDF-2024-0629 du 2 septembre 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 31 juillet 2024 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 16 juillet 2024 ;

VU le courrier en date du 4 septembre 2024 transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 23 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024, l'inspection a constaté l'absence d'un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière et qu'il est difficile de distinguer les déchets d'extraction des terres excavées d'origine extérieure acceptées pour mise en remblai ou valorisation matière ;

CONSIDÉRANT que cette prescription avait déjà fait l'objet d'une non-conformité relevée lors de l'inspection du 11 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024, l'exploitant a reconnu ne pas déclarer au Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS) les terres excavées acceptées sur son établissement, ni celles faisant l'objet d'une sortie du statut de déchet ;

CONSIDÉRANT que cette prescription avait déjà fait l'objet d'une non-conformité relevée lors de l'inspection du 11 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles R541-43-1 II et R541-43 II du Code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas déposé de dossier pour porter à connaissance du préfet de l'activité relative au recyclage des matériaux (terres et bétons) ;

CONSIDÉRANT que cette prescription avait déjà fait l'objet d'une non-conformité relevée lors de l'inspection du 11 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles I-2 et II-2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas finalisé la remise en sécurité d'une zone effondrée de la carrière, dont la hauteur apparente est supérieure à 10 mètres ;

CONSIDÉRANT que cette prescription avait déjà fait l'objet d'une non-conformité relevée lors de l'inspection du 11 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2024, l'inspection a constaté que :

- le montant des garanties financières de la carrière n'est pas déposé entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;
- l'attestation transmise par l'exploitant à l'unité départementale des Yvelines de la DRIEAT ne répond pas aux formes imposées par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux

modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, ni aux formes imposées par l'arrêté ministériel du 5 février 2014 encadrant la constitution de garanties financières par le biais d'un fonds de garantie privé prévue au I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, ni à celles de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R516-2 I du Code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 et L. 541-3 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TRANSPORTS MENTRE de respecter les prescriptions de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, des articles I-2, II-2 et III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2024 susvisé et des articles R541-43-1 II, R541-43 II et R516-2 I du Code de l'environnement susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un **délai de trois mois** en établissant un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Article 2 : La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions des articles R541-43-1 II et R541-43 II du Code de l'environnement dans un délai **de trois mois** en déclarant ses registres des terres excavées acceptées sur l'établissement et sortant de l'établissement au registre national des terres et sédiments rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2022, ainsi qu'en déclarant ses registres de déchets faisant l'objet d'une sortie du statut de déchet le cas échéant.

Article 3 : La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions des articles I-2 et II-2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 dans un délai **de trois mois** en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation de la carrière décrivant la plateforme de recyclage de matériaux

(terres et bétons) ainsi que l'ensemble des aires dédiées au transit de produits minéraux ou de déchets inertes n'ayant jamais été portées à connaissance de l'administration dans un précédent dossier, ou de cesser cette activité.

Article 4 : La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 :

- sans délai, en interdisant et matérialisant l'interdiction d'accès à cette zone ;
- dans un délai **de quatre mois**, en remettant en sécurité les fronts et banquettes effondrés dans des conditions météorologiques favorables.

Article 5 : La société TRANSPORTS MENTRE, dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article R516-2 I du Code de l'environnement dans un délai **de deux mois** en constituant les garanties financières nécessaires et en transmettant le document mentionné au III de l'article R516-2 du code de l'environnement. Dans l'hypothèse où le montant figurant sur le document attestant la constitution des garanties financières est inférieur au montant mentionné à l'article V-1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et actualisé selon les modalités prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, l'exploitant transmet également les éléments mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

À défaut de satisfaire à l'obligation de constitution des garanties financières dans le délai imparti, l'activité sera alors suspendue conformément à l'article V-5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004.

Article 6 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 5 dans les délais prévus à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 8 : Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de Bazainville,

- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 09 octobre 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS